

14 & 15 mai : la Fête des Nouvelles

Elle sera cette année le grand rassemblement pour le NON au projet constitutionnel en Loire-Atlantique. Son histoire dans notre dossier

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 784

14 avril 2005

prix : 0,40 €

L'Europe du dumping social : C'est NON!



100 000 manifestants à Bruxelles pour défendre les droits sociaux, parmi lesquels de nombreux travailleurs français. Lire page 5

■ RÉFÉRENDUM

P 2

Le NON à la constitution Giscard prend de plus en plus de force dans l'opinion publique et devance désormais le OUI. Nous faisons le point de la campagne.

■ SOCIAL

P 5

De la manif de Bruxelles à l'action des urgentistes, des négociations salariales dans la fonction publique aux grèves dans le commerce, l'actualité sociale est sous pression

■ DONGES EST

P 3

À l'occasion du débat budgétaire au Conseil régional, Gilles BONTEMPS a porté quelques avis sur la façon avec laquelle Roselyne BACHELOT avait suivi le dossier.



■ CULTURE

Avant de les retrouver à la Fête, quelques idées sur les livres sur l'Europe

www.pcf-44.com
L'info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

Indésirable

José Manuel BARROSO devait participer à l'émission de France 2 «100 minutes pour convaincre» le 21 avril. Sur, semble-t-il, intervention directe de l'Elysée, le président de la commission européenne a été jugé indésirable dans ce genre d'émission. Il est vrai que son attachement aux valeurs des plus libérales pour l'Europe, à la directive Bolkestein entre autres, risquaient plus d'envenimer les positions déjà délicates du OUI plutôt que de les arranger.

Des sous pour le OUI.

La porte parole de l'exécutif européen, Pia AHRENKILDE a indiqué que «la commission espérait un débat sur les mérites propres à la constitution». Elle a naturellement alloué un budget de 1,5 million euros au gouvernement français pour financer la campagne d'information. Avec une telle manne, le CSA travaille maintenant à la promotion du OUI en évitant soigneusement de donner la possibilité aux défenseurs du NON de prendre toute la place dans la campagne électorale officielle dans l'audiovisuel.

Les pacés (1)

François HOLLANDE persiste et signe. Il a accepté l'invitation de Michel DRUCKER pour l'émission «Vivement Dimanche» à laquelle participait également Nicolas SARKOZY. L'éventuelle candidature à la prochaine élection présidentielle ferait-elle à ce point, tourner la tête au premier secrétaire du PS ? C'est possible... Après les photos de Paris Match, la tape amicale de SARKO lors du congrès de la FNSEA, cette nouvelle prestation commune ne peut que troubler des esprits déjà très perturbés.

Les pacés (2)

C'est au tour de Daniel COHN-BENDIT de s'afficher lors d'un meeting commun en faveur du OUI, avec Pierre LELOUICHE député UMP de Paris. Après il ne s'agira plus que de distinguer le OUI de droite de «l'autre» si cela est encore possible, bien entendu... En tout état de cause, le militant vert a annoncé qu'il tiendrait une quinzaine de réunions publiques avec diverses personnalités de droite et du centre dont François BAYROU. Quel mélange... Après comment voulez-vous que les gens y voient clair en politique ? «Le texte constitutionnaliserait une Europe libérale, tant en son sein que dans ses rapports avec le reste du monde et une Europe de l'OTAN. On est très loin de «l'autre Europe que nous réclamons».

BOLKESTEIN : retrait ?

L'annonce faite par Jacques CHIRAC à la suite de la dernière réunion des Chefs d'Etats à propos de la directive du maintien célèbre Fritz BOLKESTEIN ne signifie nullement



l'abandon pour Bruxelles des orientations de la commission. En effet, c'est exclusivement à une mise en sommeil en attendant des jours meilleurs que nous venons d'assister. En aucun cas, le Président de la République française n'a prononcé le mot «retrait» de la directive. Une personne avertie, dit-on, en vaut deux... et ça pourra servir le 29 mai.

Point de vue

par Hubert Delahaie



Cela se confirme une victoire du NON est possible. Sa percée dans les sondages, soulignent les commentateurs, nous la devons " au NON de la gauche populaire ". Depuis des semaines maintenant, sa progression est continue et accompagne les mobilisations sociales contre la suppression des 35 heures, pour l'augmentation des salaires, pour la défense de l'école et des services publics, contre la directive BOLKESTEIN.

Quelques sondages, des manifestations et le «NON» a déjà fait bouger des

choses.

«Cachez moi ce texte que je ne saurais voir» disent ils tous d'une même voix, parlant de la directive BOLKESTEIN. Grottesque! Depuis les Indiens du Queen Mary, dans la région nazairienne, nous savons tous et toutes ce que la clause «du pays d'origine» veut dire!

On nous affirmait que le «NON» ce serait le chaos. Et voilà que le «NON» devenant majoritaire dans les sondages, aucune catastrophe n'est en vue. Non seulement l'Europe n'explose pas mais elle se met à bouger dans le

bon sens.

On nous affirmait qu'un «NON» de la France isolerait à jamais dans un repli chauvin et voilà que la France éternuant, c'est toute l'Europe qui tousse et s'affaire, tandis que l'on apprend que d'autres s'interrogent, comme la Suède, les Pays-Bas...

La force du «NON» s'affirme parce que «le «NON» rassemble la gauche dans sa diversité, le OUI ne le peut pas» disait le socialiste Jean Luc MELANCHON, invité par le Parti communiste au gymnase Japy, le 17 mars. Continuer de faire croire que la politique de RAFFARIN et la constitution n'ont rien à voir, est «un pitoyable échappatoire» soulignait Marie George BUFFET que nous retrouverons le 15 mai à Saint-Nazaire pour la Fête de notre journal, Les Nouvelles de Loire Atlantique.

Plus les électrices, électeurs se plongent dans le texte, plus ils découvrent, écrites noires sur blanc, les orientations politiques et patronales qu'ils combattent au quotidien. Décidément, cette constitution n'est pas bonne, il faut la changer.

Avec confiance et avec sérieux, nous irons au bout de ce débat sur le texte car, dans les huit semaines qui restent, des milliers d'électrices et d'électeurs, encore indécis et que la politique a si souvent déçus ses dernières années, peuvent y retrouver l'espoir.

« Le 29 mai, faisons gagner le NON de l'espoir »

Un NON actif et populaire



Les sondages se suivent et confirment la poussée du NON au projet constitutionnel dans l'opinion publique française. 51, 54 ou 55 % des intentions de vote à 60 jours du scrutin, c'est bien mais l'importance des ces chiffres n'est peut-être pas l'essentiel. En effet, ce qui est remarquable, c'est la montée en puissance continue et régulière depuis septembre 2004, du NON, sans quasiment s'interrompre. Cette évolution du NON a également d'intéressant qu'elle touche le cœur de la France, les classes d'âges actives de vingt cinq à cinquante ans, les salariés et particulièrement ceux des secteurs publics, ceux aux revenus les plus modestes et aux plus bas salaires. Enfin, le NON s'enracine profondément parmi les électeurs de la gauche parlementaire et en particulier au sein des électeurs socialistes qui sont aujourd'hui majoritaire à plus de 53% au projet.

La France d'en bas, tousse et les défenseurs du OUI ont de plus en plus

de mal à défendre leurs positions. L'annonce faite par Jacques CHIRAC, lors de la réunion des chefs d'Etats, autour de la directive BOLKESTEIN aurait peut-être en son temps, modifier quelque peu les intentions de vote, il n'en a rien été au contraire même, puisque le NON continue sa progression. Les explications souvent simplistes, mensongères et hors des attentes des Français distillées par les défenseurs du OUI dans les médias ont de plus en plus de mal à passer, à faire vrai, à montrer que l'Europe que porte la constitution n'est pas libérale.

Rien n'est gagné dans cette bataille. Les électeurs indécis, les abstentionnistes sont encore très nombreux comme le sont ceux qui disent pouvoir changer d'avis d'ici le 29 mai. Mais une chose est sûre, il est possible que le NON l'emporte, cela dépendra beaucoup de l'engagement collectif et individuel de ceux qui disent OUI à l'Europe mais pas à celle de GISCARD D'ESTAING et consorts.

De vous à moi...

Le mensonge, l'omission et le camouflage sont devenus la règle d'or. C'est ainsi que chaque passage télévisuel des tenants du OUI à la constitution donne droit à un exercice de jonglage et d'équilibre entre le sens des mots et ce que l'on veut leur faire dire.

Cette classe politique a décidé de nous prendre pour des imbéciles en se refusant à parler du contenu du texte et en dissertant comme un professeur qui lui sait, sur un contenu à leur seule lecture.

Premier exemple : Ségolène ROYALE qui, sur France 5 le 27 mars, déclare que l'inscription dans le traité du « principe de la concurrence libre et non faussée » permettra demain de lutter contre le dumping social qui selon elle, fausserait cette concurrence. Quand on sait que cette définition s'adresse d'abord aux Etats pour mettre à bas les services publics... Bravo Madame l'ancienne ministre socialiste pour l'oubli volontaire ...

Deuxième exemple : toujours à la télévision avec François BAYROU le 29 mars qui déclare qu'il est possible de modifier à tout moment quelque chose de la constitution. Il suffit de réunir 1 millions de signatures. GISCARD a bien verrouillé toute possibilité de toucher à sa constitution et dire cela, Monsieur BAYROU relève du mensonge délibéré et de la désinformation.

Y.C

VITE LU VITE DIT

C'est parti

A plus d'un mois et demi de la Fête des Nouvelles qui sera le grand rassemblement du NON au projet Giscard, plus de 3 500 vignettes sont déjà en possession des diffuseurs dans l'ensemble du département.

Au cœur de la ville

A Saint-Nazaire, les militants communistes multiplient les initiatives de diffusions de la vignette. Ils étaient dès le début avril, présents sur le plateau piétonnier « du paquebot » ainsi que sur le marché.

Dans les quartiers

Initiatives également à Nantes et particulièrement dans le quartier populaire de Doulon avec les militants communistes qui sont allés à la rencontre des citoyens, vignette à la main. Un premier contact positif qui s'est soldé par la vente de plusieurs bons, donnant droit à l'entrée sur la Fête

Avec les jeunes.

Outre les initiatives prévues en directions des entreprises et zones commerciales, les camarades de Rezé ont décidé d'aller à la rencontre de lycéens et notamment de ceux de Jean Perrin, vignette en main. Autre objectif immédiat, celui de multiplier par deux le nombre de diffuseurs la vignette sur la section.

côté des stands

Dans l'ensemble du département, les camarades travaillent à leur présence sur la Fête. Sont déjà annoncés de nouveaux stands d'organisations du Parti Communiste Français mais également d'organisations ou associations appelant au NON à la constitution.

Donges Est

Pourquoi Roselyne Bachelot est-elle devenue aveugle?

A la Région, les élus communistes continuent à batailler ferme pour obtenir l'extension des activités du Port Autonome. Le projet commençait à entrer enfin dans la vie avec le contrat Etat-Région 2000-2006 quand ROSELYNE BACHELOT le dénigra lors d'une conférence de presse à l'automne dernier. « Coup de pied dans le dos à la Région et au Port, motivé par la volonté gouvernementale de retarder ce projet » constatait GILLES BONTEMPS lors du débat budgétaire régional.

« Ce dossier comme beaucoup d'autres est aujourd'hui retardé par l'absence persistante du feu vert du Gouvernement » remarquait l'élu communiste qui approuvait la proposition, de la majorité régionale d'inscrire 5 millions d'euros au budget 2005 pour « opti-



miser les sites existants et les quelques extensions mineures qui restent possibles à l'aval sur Montoir et Donges-Ouest ». La réalisation d'un nouveau site « reste urgente pour l'emploi et le développement économique de l'estuaire » rappelait le Conseiller régional qui, devant l'« ancienne et talentueuse ministre de l'environnement » devait insister sur la contribution des activités portuaires à la protection de l'environnement et au développement durable. « Le transport des tronçons d'Airbus par la Loire qui a libéré la route, l'acheminement par barges du charbon entre Montoir et Cordemais ou des car-

burants entre Donges et Nantes » sont des illustrations parmi d'autres d'un rôle qui pourrait être renforcé pour peu « que l'on développe l'utilisation simultanée du ferroviaire et de la voie d'eau ».

C'est sur le manque d'espace qui commence réellement à poser problème que GILLES BONTEMPS axait la suite de son intervention. « Aujourd'hui des trafics porteurs de valeur ajoutée tels que des éléments destinés à la construction de plateformes maritimes n'ont pu être pris par le Port, faute de disposer d'espaces d'arrière-quai à Montoir. Résultat : ils partent par la route pour être

assemblés dans les ports du Nord et particulièrement en Belgique ». Des projets importants d'implantations industrielles liées aux biocarburants dans l'estuaire, ou des projets de nouveaux produits alimentaires de qualité liés à la santé, ou encore des besoins d'acheminement de vrac secs peuvent être remis en cause si le Port ne dispose par rapidement de nouveaux espaces ». Ces espaces nécessaires sont pourtant limités, remarquait l'orateur. « Chaque année 2.500 hectares de terres agricoles disparaissent du territoire régional pour l'urbanisation, soit 25.000 hectares depuis 10 ans... ». L'ensemble des installations portuaires actuelles tous sites confondus, ne représente en tout et pour tout que 1 000 hectares et la première phase du projet Donges-Est ne représentera que 50 hectares. L'apparent aveuglement de l'ancienne ministre de l'environnement n'avait donc, selon GILLES BONTEMPS, d'autres buts que de créer une mauvaise querelle permettant de « justifier les désengagements de l'Etat sur les projets contractualisés ».

Besné : Entre privatisation et conséquences

Le maire de Besné veut boycotter le référendum du 29 mai dans sa commune. Il justifie cette menace par le fait que France Telecom ne respecte pas son engagement d'installer l'ADSL dans la commune de Besné avant Pâques. Aujourd'hui, cette installation continue de glisser dans le temps sans aucun engagement écrit de la part de France Telecom.

Comme pour le maintien du service de La Poste dans la commune, le maire de Besné proteste contre les effets d'une privatisation des services publics en France qui, en application des règles de la concurrence et du marché, mettent en cause l'accès pour tous aux services publics, plus particulièrement dans les petites communes rurales. Cette situation de la ruralité est au cœur des

débats autour du projet de Constitution européenne. C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles le Parti Communiste appelle à voter NON au référendum du 29 mai 2005.

Le plus curieux de cette affaire est qu'Alain PENY est un défenseur acharné de l'ultralibéralisme, de la concurrence et du respect des règles du marché. Il ne cache pas son appartenance à l'UDF et son soutien au gouvernement. Il s'est par ailleurs affiché comme un défenseur du projet de Constitution européenne.

Gageons, qu'au-delà de ses pirouettes démagogiques qui font sourire les Besnéens, Alain PENY ne boycottera pas le référendum du 29 mai. Le plus important reste pour lui, l'application des lois du marché à tous les services, mêmes publics.

Claude AUFORT
Conseiller municipal

Les chauffeurs de bus attendent le feu vert

Après leur conflit de 26 jours, les chauffeurs de bus de la région nazairienne avaient obtenu satisfaction sur leur revendication « À travail égal, salaire égal ».

Soucieux d'une suite qui se traduise par des actes, Christian SAULNIER, élu communiste de Saint-Nazaire, lors de la séance du Conseil du 29 mars a demandé au président de la CARENE Joël BATTEUX que les élus puissent prochainement tenir un débat « sans a priori, en mettant toutes les données du problème sur la table et en nous garantissant, si nous trouvons tous ensemble les bonnes solutions, que les moyens financiers suivront, ces moyens n'étant pas nécessairement trouvés en faisant appel aux contribuables ».

Démission des élus de La Montagne

L'état de santé du Maire de La Montagne ne lui permettant plus d'assurer correctement ses fonctions, les élus de la liste qu'il avait conduite en mars 2001, dont les communistes, ont décidé collectivement de démissionner à la fin du mois de mars. Cette majorité, déclarent ils, n'a pas démérité depuis son élection. Elle a accompli un travail important au service de la population de la commune en appliquant le programme clairement ancré à gauche sur lequel elle avait été élue et s'est efforcée par tous les moyens, avec son maire, de conduire jusqu'au bout le mandat qui lui avait été confié. Elle a ainsi fait avancer de grands projets tant au sein de la commune que de l'agglomération nantaise. Cette nouvelle situation va entraîner de nouvelles élections municipales qui devraient se dérouler dans le courant du mois de mai. Nous reviendrons bien évidemment, dans nos prochaines éditions, sur cette actualité.

Blain pour ses services publics

Inhabituel à Blain : 350 manifestants dans les rues de la commune pour le maintien des services publics. C'est le 12 mars dernier, à l'initiative de l'Union Locale CGT que cette manifestation s'est déroulée. On pouvait rencontrer dans le cortège au milieu des habitants inquiets de perdre entre autre La Poste, le centre de perception des impôts et d'examen du permis de conduire, de nombreux élus municipaux dont le Maire ceinturé de son écharpe tricolore et ceux de la liste d'opposition conduite par Jean-Luc PLUMELET. Une initiative saluée par les Communistes présents dans le cortège.



Le dossier.

14 & 15 mai à Saint-Nazaire

La Fête des Nouvelles, une certaine idée du débat Citoyen.



Les Communistes de Loire-Atlantique tiennent une nouvelle fois cette année leur fête départementale ! D'aucuns peuvent estimer que l'événement est un non-événement tant la « Fête des Nouvelles » est inscrite dans le paysage

depuis de longues années. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la vie politique à notre époque n'est en effet pas si fertile en manifestations de ce type. Il y a beau temps que les partis politiques – en tant cas

pour ceux qui en organisèrent – ont renoncé à l'organisation de fêtes populaires. De temps à autres, la presse relate bien ici un banquet républicain, là une fête militante... Mais voilà, seul le Parti Communiste perpétue une conception militante populaire

que certains estiment sans doute surannée, cédant au mirage d'une médiatisation outrancière, d'une personnalisation réductrice du débat.

En France, « la Fête de l'Humanité » étonne, surprend toujours. Au Parc paysager de Saint-Nazaire, le rendez-vous annuel de la Fête des Nouvelles, réplique modeste de la Fête de l'Huma, depuis près de 30 ans est devenu lui aussi peu à peu le seul grand rassemblement militant et populaire voué au débat politique et à la fête. Après les anciennes fêtes estivales du Croisic dont certains gardent le souvenir, le rassemblement printanier du Parc paysager nazairien, chaque année au week-end de la Pentecôte s'est affirmé peu à peu comme la seule grande manifestation politique du

département réunissant parfois jusqu'à plus de 3 000 personnes. Il y bien des meetings qui peuvent envier une telle fréquentation pour un Parti dont certains ne donnent pourtant pas cher quant à l'avenir.

Un rendez-vous annuel depuis plus de trente ans

Alors, à quoi attribuer une telle vitalité à une époque où le débat politique est réduit à sa plus simple expression médiatique ? Précisément sans doute faut-il y voir une volonté croissante des gens à ne pas s'en laisser conter, à investir le débat citoyen. Alors oui, la Fête des Nouvelles, est un espace de débat, un espace citoyen propice à l'échange, au

débat y compris contradictoire. Si l'on sait en effet que l'on va y rencontrer des responsables du PCF, assister à un spectacle dont généralement la programmation plaît, l'on sait aussi que le lieu est ouvert et pas seulement parce qu'il est en plein air ! Chaque année, militants, salariés, citoyens peuvent s'y rencontrer, parler politique, débattre avec les Communistes, assister à des rencontres avec des syndicalistes, des responsables du mouvement associatif et citoyen, des représentants d'autres forces politiques de gauche. A Saint-Nazaire le débat d'idées prend tout son sens. C'est la force de la « Fête des Nouvelles » et c'est pour cela que, particulièrement cette année avec le débat référendaire, elle est un lieu incontournable.

Yann Vince

Dominique Lucas

Une Fête sous le signe du NON

C'est dans des conditions politiques inédites que la Fête des « Nouvelles de Loire-Atlantique » va se tenir. Cette fête, nous l'avons délibérément placée sous le signe du rassemblement des «NON»

à la constitution. Large et ouvert, nous souhaitons faire de ce week-end de Pentecôte un lieu de rassemblement de tous ceux (associations, syndicats, collectifs, citoyens...) qui luttent contre la politique gouvernementale et pour une Europe du progrès social. Nous mettons à disposition des acteurs sociaux engagés dans la campagne du «NON» la Fête du journal de la Fédération. Ces acteurs sont

divers mais un fil rouge les rassemble : leurs volontés à tous d'éclairer les consciences pour battre la constitutionnalité du libéralisme inscrite dans le traité européen. L'invitation faite à ATTAC, la Confédération Paysanne, les collectifs des 200, les syndicats... de participer à un débat le samedi après-midi et de leur offrir un espace intitulé «La place des NON» qui concentrerait l'ensemble de ces forces, illustre le caractère rassembleur de notre fête au service d'une seule cause : la victoire du «NON» au référendum.

Il s'agira aussi de parler d'Europe lors du débat sur la laïcité, le dimanche après-midi, à l'occasion du centenaire de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat auquel seront conviés les différentes confessions religieuses. Bien entendu, l'intervention politique de notre secrétaire nationale M.G. BUFFET, à quinze jours du référendum aura un retentissement

national et constituera le rendez-vous politique de la Fête. Un rendez-vous également festif avec le concert de JOHNNY'S DEAD (rock) et le spectacle des TRI



YANN formant des atouts supplémentaires pour la réussite de ce rassemblement. Le succès de notre Fête pourrait s'avérer déterminant dans notre département pour bâtir la victoire du «NON» au référendum. Rendez-vous le 14 et 15 mai prochains !

Ils ont dit :



Roger BILLET est un peu la cheville ouvrière de la Fête.

Où est mon stand, il me faudrait ci ou ça ? C'est à Roger que les constructeurs de la Fête s'adressent, c'est lui qui règle. Un rôle quelquefois ingrat, très prenant mais aussi passionnant comme

Roger que nous avons rencontré, nous l'a décrit.

«C'est vrai, c'est beaucoup de travail qui ne se voit pas toujours mais qui est la base de la réussite de la Fête, faire le plan de la disposition des stands, veiller à ce que tous les militants puissent tenir convenablement leur espace, répondre à tous les imprévus et vous savez, ils sont nombreux, très nombreux. Cette Fête, nous dit Roger, c'est pour des copains comme moi un moment fort de notre militantisme qui demande certes de l'investissement mais qui est récompensé par le plaisir de réussir de belles choses. Réunir chaque année plusieurs milliers de personnes

au Parc paysager, se retrouver autour d'hommes ou de femmes politiques de dimension nationale comme cette année avec Marie George, permettre des spectacles de la qualité de ceux des Tri Yann cette année, mais Soldat Louis l'année passée : ça compte.

Et puis, nous confie Roger pour conclure, comme pour ne pas vouloir prendre tout à sa charge, il n'y a pas que moi, il y a aussi beaucoup d'autres camarades qui, particulièrement de la région de Saint-Nazaire participent concrètement à ce que notre Fête existe et compte dans le paysage politique de notre département».

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

22 mars : journée mondiale de l'eau.

Le verre reste à moitié vide pour un cinquième des enfants de la planète.

L'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires de base est un enjeu mondial. 7 millions de personnes dont au moins 2 millions d'enfants de moins de 5 ans, meurent chaque année, de maladies liées à l'eau. Et 1,4 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable.

2 avril : journée européenne de solidarité avec les migrants.

La liberté de circulation, la régularisation inconditionnelle de tous les Sans-papiers, l'application d'un véritable droit d'asile, le droit au logement, le droit au travail, la fermeture immédiate des centres de rétention, l'arrêt des expulsions étaient les revendications portées lors des manifestations de solidarité.

France-Cuba.

Le Comité local de Loire-Atlantique de l'Association France-Cuba s'est constitué en juin 2003. Il a pour but de mettre à disposition de ses adhérents et du plus grand public, les moyens d'accéder à une meilleure connaissance du peuple cubain. Si vous souhaitez aller à sa rencontre, le Comité local de LA, est à votre disposition. Contactez-le au 02 40 47 84 29 ou 02 40 38 07 15 chez M. BELLINI Henri, 16 avenue de la Gare de Legé - 44200 NANTES. Courriel : frcuba@wanadoo.fr.

Conséquences de la loi de cohésion sociale

Les salariés des Missions locales pour l'emploi et des PAIO manifestaient le 24 mars pour leur salaire et pour interpellier les pouvoirs publics sur la nécessité d'assurer un financement des structures d'insertion à long terme.

Le 23 mars, le réseau des chantiers d'insertion exprimait son inquiétude sur le financement des nouveaux contrats d'avenir et d'accompagnement à l'emploi qui doivent remplacer les CES et CEC.

Journée de deuil aux Chantiers de l'Atlantique.

Après la catastrophe de la passerelle survenue le 15 novembre 2003 et qui avait fait 15 morts, la direction d'Alstom marine avait décrété une journée de deuil non rémunérée. Une décision contestée par la CGT qui, avec 3 salariés, a porté l'affaire devant les prud'hommes. Le tribunal leur a donné raison.

Femmes solidaires.

Lauryane PICAUD devient présidente départementale de cette association.

Lundi de la Pentecôte.

Férié ou pas férié ??
Nous y reviendrons.

Elections professionnelles à la STRAN

Avec un taux de participation de 94%, la CGT, dans le 1er collège, obtient 61,11% des voix soit +5,4% par rapport à 2003, la CFDT : -4,56%, l'UNSA : -0,75%.

Congrès national de l'UNSA à Nantes.

Une «forte opposition» au soutien affirmé du traité constitutionnel dans le projet de résolution du congrès s'y est exprimée.

Grève des urgences

Parti de Bretagne, le 15 mars, le mouvement des urgentistes s'étend.

Notre système de santé est malade. DOUSTE BLAZY nous prépare un éclatement de notre système solidaire de Sécurité sociale et une aggravation des inégalités devant l'accès aux soins.

Après la vague de contestation des médecins généralistes refusant de devenir des guichetiers pour les cabinets de spécialistes, les ambulanciers du SMUR, comme à Nantes, manifestent pour que leur statut soit en adéquation avec leur activité réelle sur leur terrain. Aujourd'hui, ce sont les urgentistes qui posent les questions de moyens.

Patrick PELLOUX, responsable de l'AMUHF, l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France accuse «la maîtrise comptable et l'étranglement financier du service hospitalier public».

Au lieu de régler la gestion du problème de la permanence des soins, le gouvernement entraîne un conflit entre les professionnels de santé. Ce qui pose, comme l'indique le Syndicat de la Médecine Générale «l'organisation de l'ensemble du système de soins et de santé publique».

Et ceci ramène à la place de l'hôpital public, maillon d'une véritable prise en charge du soin ; à un besoin de mutualiser les moyens ; de coordonner l'ensemble de notre système de santé et une convergence entre généralistes et urgentistes.

Pour sortir de cette impasse et de la problématique, par l'accès aux soins pour tous et en tous lieux, il faut dépasser les dogmes de rationnement, rationnement des dépenses de santé, de l'offre de soins, de la formation des soignants et de leur salaire ; il faut revoir le rôle des agences régionales d'hospitalisation dont la seule mission effective à ce jour est d'organiser, de répartir et d'imposer la pénurie de l'offre.

«Les urgences parent au plus pressé», les «brancards sont dans le couloir», «un accueil indigne», «on manque de lits aux urgences» titraient la presse locale ces derniers jours ; alors, oui, ce combat est aussi le nôtre.



Salaire, emploi, conditions de travail... La colère dans le commerce

Les salariés de Carrefour, OBI - Leroy Merlin, Géant Casino ont manifesté, en mars, leur mécontentement.

Géant Casino, c'est un chiffre d'affaires de 23 milliards d'euros avec un bénéfice net de 488 M€. C'est aussi, moins de 1000€ de salaire net par mois pour un employé commercial confirmé après plus de 20 ans d'ancienneté. «Les 1^{er} prix, ce sont les salaires...» dénonçaient donc les salariés.

A Carrefour, les dividendes versés aux actionnaires «en progression de 27% soit 673M€ distribués», la pri-



me versée à leur PDG, «équivalente à 350 années du salaire d'une caissière», pour un salaire mensuel de 1000 à 1100€ étaient au cœur de la grève. La direction d'OBI, à Trignac, a entendu pour une part ces exigences en augmentant les salaires brut de 3% et une prime de 175€. Discuter salaires, voilà désormais l'exigence de

Manifestation à Bruxelles le 19 mai

C'est une marée humaine de plus de 100 000 personnes qui a défilé dans les rues de BRUXELLES, une manif colorée, en musique, danses et groupes de jeunes filles sur des chars, donnaient l'ambiance d'une jeunesse qui veut vivre dignement. Les slogans contre la constitution GISCARD et pour une Europe sociale étaient visibles sur les banderoles, mais on les entendait aussi dans les portes voix.

Toute l'Europe était rassemblée contre l'ultra libéralisation de l'économie qui bafoue les droits des peuples. On pouvait y voir les syndicats : Hollandais, Espagnols, Portugais, Slo-

Plusieurs organisations ont mis l'accent sur la directive Bolkestein, de laquelle il faut se méfier depuis sa mise à plat par les chefs d'Etat et de gouvernement car elle risque de re-germer après le 29 mai 2005. M BARROSO président de la commission, «personne au Conseil n'a proposé le retrait de la directive, la question est de savoir comment prendre en compte les inquiétudes» Tony BLAIR s'est borné à insister : «nous ne mettons pas au placard, la directive»

Ce 19 mars est le bel exemple du rapport de force qu'il nous faut créer, face au syndicat patronal européen



vènes, Tchèques, Slovaques, Croates, Roumains, Chypriotes, Allemands, mais aussi les Belges qui comptent beaucoup sur les Français pour gagner le NON à la constitution Européenne. Le gros du cortège fut celui de la CGT française qui venait de la plupart des régions, mais aussi ATTAC, quelques partis politiques étaient présents dont le PCF.

qui va avoir à sa tête le baron SEILLIERE avec des gouvernements de droite et sociaux démocrates. La mobilisation est la règle pour gagner le NON à la constitution GISCARD, de manière à construire une Europe qui réponde aux besoins des peuples de chacun des pays.

Pierre RIOU

Evènements, culture, idées.

Lectures pour le NON au Traité constitutionnel européen

Raoul Marc Jennar

Europe, la trahison des élites

Edition augmentée

fayard

C'est une réflexion de Pierre BOURDIEU qui est le point de départ de ce livre : «L'Europe ne dit pas ce qu'elle fait. Elle dit ce qu'elle ne fait pas ; elle fait ce qu'elle ne dit pas. Cette Europe qu'on nous construit, c'est une Europe en trompe l'œil».

Déficit démocratique

Raoul Marc JENNAR met en évidence ce qu'il qualifie de «Trahison des élites» à l'aide de nombreux cas concrets. Il montre ainsi comment l'Union européenne agit à l'opposé de ce qu'elle proclame. Marquées par un

persistant «déficit démocratique», ses institutions ne sont pas transparentes, mais technocratiques et opaques [Chap.1] Ses politiques ne servent pas l'intérêt général, mais celui des milieux financiers et des lobbies d'affaires [Chap.2]. Au sein de l'OMC, elle défend des positions ultralibérales avec plus de force que les États-unis [chap.4]. Enfin, sous couvert de «partenariats» avec les pays du Sud, elle se livre à une véritable recolonisation de leurs économies [chap.5].

la Constitution proposée est un tout à accepter ou à refuser en bloc

Compromis rebutant

Le chapitre central est consacré, sous le titre «Nous, peuples d'Europe», à l'examen du traité constitutionnel. A lire avec le texte du Traité en main, on mesure qu'il «n'a ni le souffle, ni la clarté, ni la concision d'une Constitution» [p.77]. L'analyse, serrée et toujours référencée de l'auteur, montre bien qu'elle n'est que le «résultat rebutant d'un compromis laborieux» [id] au sein de la Convention Gis-

card. Résultat : «Pour ce qui tient au texte, il ne fait aucun doute que la Constitution proposée est un tout à accepter ou à refuser en bloc sans espoir de modifications dans un avenir prévisible» [119].

Résister pour exister

A l'issue d'une analyse aussi dense que rigoureuse, l'auteur conclut : «Nous existons parce que nous résistons. Nous qui sommes les plus nombreux, qui ne détenons ni le pouvoir ni l'argent, ni la force des armées et des polices, qui sommes caricaturés et méprisés par le discours dominant qui sévit dans la plupart des médias et à l'université, n'oublions pas cependant ce que l'histoire enseigne : chaque fois que nous avons eu la volonté de nous unir et de nous mobiliser, nous les avons fait reculer» [219].

Un livre essentiel pour conforter le NON de gauche au référendum.

Raoul Marc JENNAR, «Europe, la trahison des élites», Fayard, 2005, Ed. augmentée, 282 p., 19 €.

Coup de cœur

Karl Marx le retour

Professeur à l'Université de Boston, Howard ZINN est l'auteur d'une magistrale «Histoire populaire des États-Unis» (Agone, 2002), consacrée à l'impact des mouvements populaires sur l'histoire et la société. Mais il s'agit ici d'une courte pièce de théâtre*.

Imaginez : Marx, là-haut depuis 150 ans, brûlant d'envie de revenir sur terre parler aux gens, pour une seule heure. Cette faveur accordée, le voilà propulsé à New York...

Dans des dialogues avec sa fille, des polémiques avec Bakounine, que nous dit-il ? «Ouvrez les yeux, regardez les gens qui crèvent dans les rues, les mendiants, les gosses qu'on fait bosser en volant leur vie, les ouvriers qu'on avilit, les caddies surchargés et les poubelles pleines de pain...»

«J'ai écrit cette pièce, explique H.ZINN, à l'époque où l'effondrement de l'Union soviétique générait une liesse presque universelle : non seulement "l'ennemi" était mort, mais les idées du marxisme étaient discréditées. [...] Je voulais montrer Marx furieux que ses conceptions eussent été déformées jusqu'à s'identifier aux cruautés stalinienne.

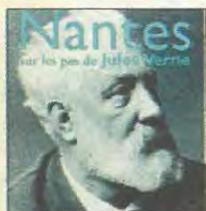
Je pensais nécessaire de sauver Marx, non seulement de ces soi-disant communistes qui avaient installé l'empire de la répression, mais aussi de ces écrivains et politiciens de l'Ouest qui s'extasiaient désormais sur le triomphe du capitalisme».

D'où ce petit texte saisissant. Un vrai regard, loin de toute langue de bois ! Il faut certes oublier le Marx statufié que nous connaissons, pour mieux y rencontrer l'homme et son atmosphère, sa sensibilité, son urgence à dire les mots, son regard humain, perçant, passant de l'humour à la générosité, et de l'écoeurement à la conviction.

* «Karl Marx, le retour», H. Zinn, Ed. Agone, 96 p. 9 €, ISBN 2-7489-0002-2



Exposition...



«Jules Verne, la ville est un roman»

Dans le cadre de Nantes, Ville d'art et d'histoire, voici une réalisation du service Patrimoine et Tourisme de la Ville de Nantes et du Musée

Jules Verne : un circuit - découverte en une douzaine d'étapes, pour retrouver les lieux que l'écrivain a fréquentés et ceux qui l'ont inspiré*. Partir sur les traces du plus célèbre des Nantais, c'est faire revivre, grâce à lui, la ville du 19ème siècle qui s'ouvre alors vers le port, le large, l'ailleurs, à travers l'imaginaire développé dans ses romans.

* Visites guidées tous les samedis du 12 février au 12 novembre 2005 à 10h30. Sur réservation uniquement, au 02 40 20 60 00. RDV à l'Office de tourisme de Nantes, 3, cours Olivier de Clisson.

NB : On peut également faire ce circuit soi-même, à son gré, en téléchargeant le dépliant sur ce circuit sur le site de la ville de Nantes à l'adresse : www.nantes.fr/julesverne/bonus_parours.htm

Lire

Voter, en connaissance de cause ?



Ce petit livre, «Spécial référendum» est d'ores et déjà un best-seller.

Il prétend donc éclairer les électeurs sur leur choix. Mais son auteur, spécialiste reconnu des relations internationales, ne s'intéresse ici qu'aux seules institutions, et néglige la partie III du traité, celle qui concerne les politiques économiques et sociales.

Sans doute parce qu'il estime que ne s'y trouvent pas de nouveautés par rapport aux anciens traités. Mais, il s'agit pourtant bien là de constitutionnaliser la «gouvernance» ultralibérale qui y est gravée.

Une «objectivité» qui penche donc ainsi vers le OUI. Il admet pourtant que «quelle que soit l'issue de la ratification en 2005-2006, le chantier constitutionnel n'est pas près d'être refermé», et qu'il «ne saurait progresser sans crises». Infirmant ainsi que le NON, ce serait le chaos.

P. Moreau Defarges, «Voter en connaissance de cause», 2005, Éditions d'Organisation, 104 p., 5,90€

Pour l'Europe, votez NON !

Dans ce livre Jean-Pierre CHEVENEMENT se fixe l'objectif de démontrer que la

Constitution européenne «ne permet pas de corriger les règles du jeu, biaisées de la «globalisation». Elle retarde à tous égards et ne donne

pas à l'Europe les moyens de relever les défis du monde nouveau. Elle ne permet pas de relancer l'économie, ni de rapprocher la décision du citoyen, ni d'affirmer l'Europe dans l'ordre international. Ses règles nous

désarment dans la compétition mondiale. Institutionnellement, elle ne peut conduire qu'à la paralysie de la décision. En matière extérieure, elle consacrerait la subordination aux

États-unis». Point par point, cette démonstration est menée de manière argumentée et convaincante. Ce qui nous conduit à la conclusion :

«Le véritable enjeu du référendum est donc d'abord celui de la réappropriation de son destin par le peuple français». CQFD !

J-P Chevenement : «Pour l'Europe, votez non!», 2005, Fayard, 194 p., 12 €,



près de vous

Lundi de Pentecôte

Saint-Joachim fait de la résistance

Bien peu éclairé par l'Esprit Saint, JEAN PIERRE RAFFARIN a décidé que le lundi de Pentecôte serait une journée de solidarité. A en juger par ce qui vient de se passer à Nîmes pour le lundi de Pâques, le futoir est assuré... Les salariés font preuve de beaucoup d'inventivité pour boycotter cette journée cadeau au MEDEF. A Saint-Joachim, où le Conseil municipal fait de la résistance en décidant que le personnel communal sera en congé le 16 mai, le Sous Préfet s'obstine, traduisant les élus devant le tribunal administratif. Il n'est pire sourd...

Basse Goulaine

Jacques Rousseau sur le pont

Alors que le franchissement de la Loire devient, à Nantes, un exercice de plus en plus périlleux et que le pont de Bellevue est en réparation (jusqu'en 2006), Jacques ROUSSEAU s'est étonné, lors du dernier Conseil municipal de Basse Goulaine, d'apprendre que le pont de Thouaré sera fermé en septembre prochain. «Si on voulait asphyxier l'agglomération, on ne s'y prendrait pas autrement» remarque l' élu local.

Sénat

Violences contre les femmes

Les sénateurs Communistes, Républicains et Citoyens ont voté, le 29 mars, avec réserve, la proposition de loi relative à la violence au sein des couples. Le texte est une proposition du groupe mais il a été très remanié par la Commission des Lois majoritairement à droite. Il comportait nombre de dispositions relatives à la prévention, à l'éducation qui n'ont pas été retenues. Les élus communistes ont regretté que Gisèle GAUTIER, Présidente de la Délégation aux droits des femmes et Sénatrice de Loire-Atlantique, n'ait pas voté l'amendement relatif à l'éducation civique.

Saint-Malo de Guersac

Laisser la voiture au garage

Le Plan de Déplacements Urbains est en discussion dans les Conseils des dix communes de la Carène. A Saint-Malo, Francis AUBARBIER et Alain MICHELOT ont considéré comme nécessaires «le désenclavement de la voie ferrée de Donges» et une meilleure prise en compte du transport des salariés «notamment vers le bassin industriel de Penhoët».

L'activité

Psychiatrie

73000 patients dans les Pays de la Loire.

Le vote du budget de la Région a donné l'occasion à Michèle PICAUD de s'exprimer sur le financement des formations paramédicales que la loi de décentralisation confie à présent aux régions. Ayant travaillé longtemps au Centre Hospitalier Spécialisé de Blain, elle a tenu à donner son sentiment sur «le douloureux vécu de l'ensemble des personnels de la profession après la succession d'agressions qui s'est produite depuis le début de l'année». La Conseillère régionale de Brière est catégorique : «Le moratoire sur la fermeture de lits en psychiatrie, annoncé par DOUSTE BLASY au lendemain du meurtre de Pau», ne peut régler le problème de ce secteur sinistré pourtant «qualifié d'exemplaire» au début des années 60. Dans les Pays de la Loire «la file active des secteurs de psy (générale et infanto juvénile) est de 73 000 patients... Rien n'est proposé sur la sécurité à part poser des caméras, embaucher des vigiles et relier les établissements aux commissariats... Le manque de personnel entraîne une véritable baisse dans la qualité des soins, puisque les équipes n'ont plus le temps de la réflexion et travaillent uniquement dans l'urgence. Les médecins sont mobilisés par leurs consultations, les cadres pour la gestion et les équipes se retrouvent sans projet, abandonnées et les malades sont dans la rue et dans les prisons...»

Déchets ménagers

Il faut valoriser !



Partout dans le département, la question de l'élimination des déchets devient incontournable. Ils ont été multipliés par deux depuis 1960. Le problème de leur recyclage est posé. Des élus communistes de Loire-Atlantique ont visité l'usine pilote de Couëron « Arc en Ciel » qui traite 243 000 tonnes de déchets par an dont plus de 60% sont recyclés ou valorisés. L'électricité produite (utilisée par l'entreprise voisine) permettrait de faire circuler, pendant un an, deux rames du tramway Nantais.

Passerelle

Mise en service !

La nouvelle passerelle piétonne et cyclable, destinée à relier les communes de Saint-Joachim, Saint-Malo de Guersac, Montoir et Trignac aux Chantiers de l'Atlantique et aux ateliers d'Airbus, devrait être ouverte dans les jours à venir. Jean-Louis LE CORRE, Conseiller général, et l'ensemble des élus des villes concernées sont intervenus à de nombreuses reprises ces dernières années, pour faire aboutir ce dossier. Il a d'abord fallu obtenir que la Direction Départementale de l'Équipement reconstruise l'ouvrage. Ils ont du, ensuite, batailler pour qu'il soit mis en service malgré de sombres et longues querelles d'experts sur la sécurité. Dans l'interim, on aura eu le temps de réaliser le viaduc de Millau à péage, il est vrai, et... interdit aux piétons et aux vélos.

Saint-Lyphard

Impôts locaux sur la sellette

La séance du Conseil municipal consacrée au vote du budget a donné la possibilité au Maire parler chiffres. Elle a aussi fourni à l'opposition l'occasion de faire entendre ses arguments. Les 2,5% d'augmentation d'impôts s'ajoutent aux prélèvements supplémentaires de l'état : «les salaires n'augmentent pas d'autant» a constaté Hubert FAIVRE PIERRET, au nom de son groupe. Le Conseiller municipal communiste a été d'autant plus critique que la commune dégage régulièrement un confortable excédent de fonctionnement et n'a réalisé que les deux tiers des investissements prévus l'an passé. Autre sujet d'accrochage, la subvention à l'école privée. L'établissement n'est pas sous contrat. La commune n'a donc aucun droit de regard sur ses comptes



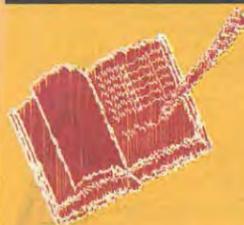
Trignac

Certé : «ça nous travaille» !

Huit Trignacaises et Trignacais du quartier de Certé, accompagnés de Roger BILLET, Maire Adjoint à la Culture, se sont rendus à Reims. Ils y ont retrouvé Mireille DUPUY et Manuel DUCROS animateurs de "ça nous travaille", la question qui se pose, une action menée depuis des mois avec les habitants. Le groupe devait finaliser un CD de 12 chansons entièrement réalisé par les habitants. 1 000 exemplaires de ce CD seront remis aux habitants de Certé, le 18 juin, à l'occasion de la Fête de la musique.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Vient de se tenir

Mercredi 6 avril : Rencontre débat à la Faculté de Nantes avec Francis WURTZ sur la constitution européenne. Le prochain numéro des Nouvelles reviendra sur cette initiative.

Mercredi 6 avril : Rencontre à Saint-Nazaire sur le thème "l'école de l'égalité de justice pour tous". Nous reviendrons également sur ce débat dans notre prochaine édition.

Mardi 12 avril : Réunion du Conseil départemental de la Fédération. A l'ordre du jour, la bataille pour le NON et la préparation de la Fête des « Nouvelles » des 14 et 15 mai.

Bataille pour le NON

11 avril : Réunion à Ancenis avec la participation de Jean-Yves MARTIN à 20 heures

13 avril : Rencontre débat à Rezé à 20 heures, salle Jean-Jaurès.

27 avril : Rencontre débat à la Chapelle sur Erdre à 20 heures 30, salle Barbara.

Fêtes des nouvelles

Samedi 14 et dimanche 15 mai au Parc paysager de Saint-Nazaire avec la participation de Marie George BUFFET et pour la partie spectacle : les Tri Yann.

MULTIPLES DEBATS POUR LE NON

Les initiatives de rencontres et de débats publics se multiplient dans le département à l'invitation du Parti Communiste. C'est ainsi qu'à Ponthâteau, Savenay, Couëron, Rezé pour ne citer que les plus récents, les citoyens décident de prendre en charge la campagne pour faire gagner le NON à la constitution de Giscard. Partout, dans toutes ces initiatives, un même constat, un refus franc combatif et populaire dans lequel se retrouvent côte à côte des hommes et des femmes de courants de pensée différents. C'est un large et puissant mouvement contre ce projet d'Europe libérale qui est en train de se construire et se renforcer dans les villes et dans les campagnes.

LA FÊTE SE DÉVOILE

Le début d'après-midi sera tonique au parc paysager lors de la «Fête des Nouvelles» avec le groupe de rock JONNY'S DEAD. Originaire de Saint-Nazaire et créé en juillet 2000, le groupe vacille entre les influences musicales de ses 5 musiciens (Noir Désir, Joy division...) A travers des morceaux énergiques, il propose un rock sombre et engagé. Une prestation à ne pas manquer dès le début de l'après-midi de dimanche.



HUMA CAFÉ

La classe ouvrière, en France, n'a pas disparue, et même, d'une certaine manière, elle s'étend : Il y a plus de 8 millions d'ouvriers, et, sur l'ensemble des actifs, dix sont des salariés, mais il s'agit d'un ensemble peu homogène, aux frontières mouvantes, très diversifié. Pour sa 7ème édition, L'Huma-café se penche sur le monde de travail, en pleine mutation, en ce début des années 2000. L'Huma-café recevra au Salon de la musique du Lieu unique à Nantes le lundi 18 avril à 18h00 Jean LOJKINE, agrégé de philosophie, docteur en sociologie, professeur émérite, ancien directeur de recherche au CNRS sur le thème «Mutation du travail, nouveaux rapports de classe et crise du politique».

ÊTRE INSCRIT POUR VOTER

Les jeunes qui atteignent l'âge de 18 ans entre le 28 février et le 29 mai de cette année ne pourront voter lors du référendum sur le traité constitutionnel que s'ils sont inscrits sur les listes électorales. Comme rien n'est automatique, ils doivent pour voter, s'inscrire à la mairie de leur lieu de résidence avant le 27 mai 2005. Pour cela, ils doivent se munir d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile. Si le jeune habite chez ses parents, il peut fournir une attestation de ces derniers, établie sur papier libre certifiant le domicile, ou tout autre document attestant de la résidence.

adressés à nous sous différentes formes pour nous faire part de leurs réactions.

Les initiatives se multiplient autour de la diffusion du journal.

C'est le cas de Jean-Yves de Saint-Joachim qui propose de le vendre sur le marché de la commune. Idée reprise par les camarades de Savenay qui en

ont diffusé plusieurs dizaines, le mercredi qui suivait sa parution.

Intérêt sur le journal également aux Chantiers de l'Atlantique où les camarades souhaitent disposer d'un volant d'exemplaires afin de prendre des initiatives à l'intérieur de l'entreprise.

Viviane, de la Chapelle sur Erdre demande à en disposer pour la réunion organisée fin avril, car dit-elle, je l'ai trouvé très bien.

Diffusion également autour du débat organisé à la Fac de Nantes avec Francis Wurtz, etc.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N°52987

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nla@wanadoo.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

AYMERIC SEASSAU



Vite lu...

NÉCROLOGIE

Guy NUNGE vient de nous quitter après une longue et douloureuse maladie. Fidèle à ses convictions, humaniste profond, militant du Parti Communiste depuis très longtemps, il était avec son épouse Mimi, en charge depuis plusieurs années de la Carrière des Fusillés de Châteaubriant. C'est devant une foule importante, dans laquelle on retrouvait ses amis et camarades, qu'un hommage lui a été rendu. Nous tenons à adresser à Mimi mais aussi à ses enfants et sa famille, nos plus sincères condoléances.

Nous venons d'apprendre le décès de notre camarade Guy ANIZON. Nous tenons à adresser à ses proches, à sa famille, nos plus sincères amitiés et condoléances.

LUNDI DE PENTECÔTE REVENDICATIF

Les uns après les autres, les syndicats, s'engagent vers un lundi de Pentecôte d'action en réponse à la décision gouvernementale de supprimer ce jour férié en «solidarité» avec les personnes âgées. Après la CGT, FO et la CFDT se déclarent prêts à appeler les salariés à faire de ce lundi 16 mai une grande journée revendicative. Rappelons que le département du Gard, qui pour des raisons de fête locale, avait remplacé le lundi de la Pentecôte par le lundi de Pâques, le boycott des salariés à la suppression du jour férié avait amené J P Raffarin à «s'interroger» selon sa propre expression.

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail : nla@wanadoo.fr

Le numéro spécial sur la constitution

D'une manière générale, le numéro spécial sur la constitution a été apprécié des lecteurs. C'est ainsi que plusieurs d'entre eux se sont

Un petit problème.

C'est Pierre de Batz sur Mer qui, par téléphone nous a signalé des erreurs sur l'identification d'un certain nombre d'articles en page 2. Vérification faite, il y a bien erreur sur la référence de quelques articles cités. Cette erreur dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs, ne remet nullement en cause le contenu de cette page, l'erreur étant sur la numérotation des articles et non sur la rédaction.

Le programme de la Fête

Joël de Saint-Nazaire nous demande quand sera publié le programme de la Fête des 14 & 15 mai au Parc paysager.

Un supplément de 4 pages sur le contenu de la fête devrait être à disposition de l'ensemble des militants dans la semaine du 18 au 23 avril. Ce supplément sera tiré à plus de 20 000 exemplaires. Il sera repris dans le numéro 786 du 4 mai qui contiendra donc 12 pages.